

Production laitière écologique en Suisse

Pertinence et faisabilité

Les principaux défis de l'agriculture mondiale étaient jusqu'à présent la recherche de rendements accrus et la rationalisation des processus de production. Mais nous savons désormais que l'agriculture industrielle pose de nombreux problèmes aux êtres humains, aux animaux et à l'environnement: engrais chimiques et pesticides, gaspillage de l'eau, OGM, etc. Si l'agriculture est durement affectée par les changements climatiques, elle y contribue aussi en totalisant un tiers des émissions de gaz à effet de serre, dont 80% sont imputables à la production animale mondiale. Dans le rapport sur l'agriculture mondiale de 2008, 400 scientifiques arrivaient au constat qu'il n'est pas possible de continuer sur cette voie. Un changement de modèle est nécessaire.

Il est impossible de continuer sur cette voie!

Malgré l'augmentation des rendements ces dernières décennies, la sous-nutrition touche un milliard d'êtres humains. On produit toujours plus. Mais quoi exactement?

L'agriculture industrielle sert principalement à satisfaire les habitudes alimentaires occidentales gourmandes en ressources ou la production d'énergie. L'alimentation de base n'est pas sa priorité. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'attend à un doublement de la production animale et laitière dans la première moitié de la présente décennie¹.

La production animale occupe à elle seule 75% des surfaces agricoles mondiales². Or il faudrait accroître de 70 à 100% ces surfaces pour nourrir les neuf milliards d'êtres humains qui peupleront la Terre en 2050 si ceux-ci adoptent les habitudes alimentaires occidentales³.

L'importance des cultures fourragères explique déjà en grande partie les besoins accrus en terres. Le soja représente un cas d'école. La majeure partie de la production mondiale de soja finit dans les mangeoires des porcs et des volailles, voire dans les élevages de poissons. Des monocultures remplacent des écosystèmes précieux comme les forêts ou la savane en Amérique du Sud,

détruisent des paysages ruraux traditionnels, sapent les moyens de subsistance des populations locales et polluent les cours d'eau, l'air et les sols en raison d'une consommation élevée d'énergie et de produits chimiques.

Au Brésil, la culture de soja est un facteur de la destruction de la forêt amazonienne. Des terres qui servaient jusqu'alors de pâturage au bétail sont désormais recouvertes de soja destiné aux vaches laitières ou aux porcs en Europe ou en Asie. L'élevage des bovins gagne de plus en plus de terrain à l'intérieur des zones forestières (Arima et al., 2011).

La Suisse n'est pas un modèle!

De plus en plus de terres dans le monde sont sacrifiées à la production animale, avec des conséquences catastrophiques sur l'environnement. La Suisse a sa part de responsabilité dans cette évolution désastreuse.

La productivité de l'agriculture suisse ne cesse d'augmenter. Mais l'énergie achetée sous forme de pétrole, de machines, de fourrage importé ou d'engrais artificiel pour la production alimentaire suit la même évolution. L'agriculture suisse consomme deux calories pour en produire une. Une opération à perte.

Cette situation est dans une large mesure imputable à un mode de production animale inadapté aux conditions locales.

Les importations de soja pour l'alimentation animale – principalement en provenance du Brésil – ont décuplé depuis 1990. Elles s'élèvent désormais à 800 tonnes par jour, soit 300'000 tonnes par année! Les quantités ont encore augmenté de 21% rien que dans les deux dernières années.

La vache est transformée en truie

Un phénomène particulièrement déconcertant est que 41% du soja importé sert à l'alimentation des bovins, alors que ces ruminants sont de grands consommateurs d'herbe!

L'utilité première de la vache, qui était de transformer des pâturages non cultivables en denrées alimentaires de qualité et d'obtenir (gratuitement!) un engrais précieux pour les terres cultivées, semble oubliée. La vache, naguère élément essentiel d'un système de production fermé, est désormais réduite au rang de machine à haut rendement.

Avec une production laitière pouvant atteindre 10'000 litres par année, soit 80% de plus qu'il y a encore 50 ans. Pour produire autant de lait, une vache a besoin d'une alimentation riche en énergie et en protéines, composée de céréales, de maïs et de soja. Avec un million de têtes, la Suisse possède l'un des cheptels bovins les plus importants en Europe.

Bien que les besoins en herbe et en foin soient encore pour la plupart couverts au niveau national, les ressources disponibles ne suffisent pas. Une vache à haut rendement reçoit jusqu'à 2'000 kg de fourrage concentré en supplément, dont plusieurs centaines de kilos de soja⁴.



Les écosystèmes du Brésil sont détruits et perturbés par les champs de soja.
© Greenpeace / Daniel Beltrá

La production animale suisse est hors de contrôle.

La moitié des terres assolées est déjà utilisée pour les cultures fourragères. Un million de tonnes de produits de fourrage sont importées chaque année. Cela représente l'équivalent de l'ensemble des terres assolées en Suisse (environ 250'000 hectares) La Suisse aurait besoin de 120'000 ha de terres pour produire les 300'000 tonnes de soja qu'elle importe.

Un autre problème posé par la production laitière intensive est le changement d'utilisation des surfaces herbagères: pour assurer un meilleur rendement, les prairies sont coupées plus fréquemment pour les fertiliser.

La perte de la diversité des fleurs ou des herbes n'est pas seulement regrettable sur un plan esthétique. Elle constitue aussi une menace pour les insectes et des oiseaux qui en dépendent. Cette évolution est particulièrement problématique en montagne.

De plus en plus de prairies et pâturages riches en espèces diverses sont laissés à l'abandon. Leur exploitation n'est plus rentable pour les paysans, d'autant que les races à haut rendement ont besoin d'aliments provenant de pâturages gras et non maigres. La concentration sur les surfaces se prêtant à un mode d'exploitation plus économique et plus intensif progresse.

Impact sur l'environnement

Le niveau trop élevé des cheptels, rendu possible par les importations de produits de fourrage, est responsable d'émissions d'ammoniac et de concentrations de phosphore et de nitrates néfastes pour l'environnement. La Suisse occupe la troisième place à l'échelle européenne pour l'importance de ses émissions d'ammoniac, dont 80% sont imputables aux bovins⁵. Ces émissions contaminent les marécages, les forêts ou les pâturages riches en espèces différentes et contribuent à réduire la biodiversité. Les apports en phosphore et en nitrates altèrent la qualité de l'eau. Les excédents d'azote (= ammoniac, nitrates) stagnent à 100'000 tonnes depuis des années.

Potentiel d'une économie laitière écologique

L'industrie laitière suisse est en surproduction depuis des années. Peu d'acteurs en profitent: les grands transformateurs et producteurs de lait, éventuellement les fabricants d'aliments pour animaux. Mais de nombreux paysans souffrent des bas prix du lait et se trouvent confrontés à un dilemme: tout arrêter, produire (encore) plus ou se reconvertis dans une production plus écologique et de meilleure qualité. Le lait constitue la principale branche de production de l'agriculture suisse et une image de marque précieuse. Les termes de «qualité» et de «swissness» sont sur toutes les lèvres. Mais avec un mode de production intensif toujours plus nuisible à l'environnement, la revendication de qualité sera de moins en moins justifiée à l'avenir.

La Suisse dispose dans l'espace alpin et préalpin de pâturages d'excellente qualité et souvent non cultivables. Une production de lait et de viande bovine adaptée à ces ressources précieuses et renonçant le plus possible à une alimentation concentrée est profitable à tous. Pour les agriculteurs, des systèmes de production basés sur les herbages peuvent s'avérer aussi rentables que la production intensive. Les consommateurs profitent de produits de meilleure qualité et la pollution de l'environnement est réduite. Or nous n'avons qu'un seul environnement.

Le profit est dans le pré

La surproduction animale actuelle ne peut pas continuer. Une production bovine résolument en accord avec notre environnement naturel n'abaissera pas seulement les importations de soja de 41%; elle contribuera aussi à réduire les excédents laitiers et à lutter contre la dégradation des sols, des forêts et des cours d'eau.

Respectueuse de l'espèce, elle a aussi l'avantage de produire un lait ou une viande plus riche en précieux éléments

comme les graisses polyinsaturées. Enfin, elle n'entre pas en concurrence avec l'alimentation humaine, puisqu'elle produit des aliments à partir de terres non cultivables.

Tout cela est réalisable, mais suppose un changement dans nos façons de penser. Sur le plan politique, mais aussi dans la tête des consommateurs. Comme on le sait, c'est en grande partie la demande qui détermine l'offre. La formation dans le domaine agricole doit aussi évoluer et se fixer comme priorité, non plus la production laitière annuelle la plus élevée possible, mais l'élevage d'animaux en bonne santé et dans des conditions adaptées à l'environnement local.

Le mandat est clair? Pas encore!

Les Suisses versent chaque année 3,5 milliards de francs à l'agriculture. Les paysans fournissent des denrées alimentaires à la population. La façon dont ils doivent le faire est précisée à l'art. 104 de la Constitution fédérale: «La Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché, contribue substantiellement:

- a. à la sécurité de l'approvisionnement de la population;
- b. à la conservation des ressources naturelles et à l'entretien du paysage rural;
- c. à l'occupation décentralisée du territoire.



L'alimentation animale basée sur les fourrages des prairies apporte au lait une proportion plus élevée d'ingrédients précieux.
© Greenpeace / Joël van Houdt

L'agriculture suisse ne remplit que très partiellement ce mandat constitutionnel. La «conservation des ressources naturelles» n'est pas garantie et la production de denrées alimentaires en Suisse est loin d'être «durable». Même l'exigence d'«entretien du paysage rural» n'est pas satisfaite, puisque les prairies et les pâturages riches en espèces diverses sont de moins en moins nombreux.

L'élément essentiel des négociations en cours sur la politique agricole 2014-2017 est le développement du système actuel des paiements directs. L'argent des contribuables devra à l'avenir être distribué en tenant davantage compte des objectifs poursuivis et des prestations fournies.

C'est tout à fait cohérent. Une suppression des contributions générales pour animaux, l'introduction de contributions à la biodiversité ou au système de production et les dispositions sur la protection du paysage cultivé vont dans le sens d'une production de lait et de viande bovine mieux adaptée à nos ressources naturelles. Les fonds prévus à cet effet sont toutefois très nettement insuffisants. Trop de fonds sont en outre attribués sur une base forfaitaire plutôt que d'être liés à des exigences particulières. Des objectifs environnementaux clairs pour l'agriculture suisse restent encore à définir.

Ce qui doit changer

- Arrêt des paiements forfaitaires
- L'argent des paiements directs soit à l'avenir prioritairement alloué aux exploitations gérées de façon écologique.
- Des paiements axés sur les prestations pour la production écologique (ce que l'on appelle les «contributions au système de production»: production biologique, production basée sur les herbes, contributions à la biodiversité);
- Suppression des contributions générales pour animaux, qui incitent à maximiser le nombre de têtes de bétail;
- Un meilleur soutien à l'agriculture de montagne: contributions pour le maintien d'un paysage rural ouvert et de surfaces riches en espèces dans les régions d'estivage; contributions d'estivage pour un estivage sans engrangement ni fourrage concentré; contributions à la biodiversité.
- Taxe d'incitation sur les excédents d'ammoniac, d'azote et de phosphore
- Des objectifs environnementaux clairs doivent par ailleurs être définis pour l'agriculture. La stratégie pour la biodiversité doit quant à elle être intégrée à la politique agricole. Enfin, une politique ciblée d'encouragement à une recherche et une formation de qualité doit être poursuivie.

Vous pouvez agir

- Privilégiez la qualité à la quantité lors de vos achats de lait et de produits à base de viande. Vous les apprécierez davantage!
- Soutenez les exploitations écologiques près de chez vous (par ex. sur les marchés, les magasins de vente de produits locaux, les ventes directes, les coopératives)
- Soutenez les organisations, les associations et les responsables politiques qui militent pour une agriculture plus écologique

Greenpeace s'engage dans le monde entier en faveur d'une agriculture durable qui, dans le respect des ressources et des cycles naturels, produit des aliments sans OGM ni polluants.

Vous trouverez de plus amples informations sur: www.greenpeace.ch/agriculture

Références

1. Bellarby, J. et al., 2008. Cool Farming: Climate Impacts of Agriculture and Mitigation Potential. Greenpeace International
2. McMichael, A.J., Powles, J.W., Butler, C.D., Uauy, R., 2007. Food, livestock production, energy, climate change, and health. *The Lancet*, 370 (9594), 1253-1263.
3. Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement (EISTAD).
4. Steinfeld H et al., 2006. Livestock's Long Shadow: environmental issues and options. Food and Agriculture Organisation of the United Nations. Rome.
5. www.nature.com/nature/journal/v478/n7369/full/nature10452.html
6. www.pnas.org/content/early/2012/04/10/1111705
4109
7. Baur, P, 2011. Sojaimporte Schweiz: Möglichkeiten und Grenzen der Reduktion/Vermeidung von Sojaimporten in die Schweiz – Eine Untersuchung im Auftrag von Greenpeace. Agrofutura Soja. (Rapport complet en allemand; résumé disponible en français: Soja: effets et limites de la réduction des importations de soja en Suisse. Une étude réalisée sur mandat de Greenpeace,
www.greenpeace.org/switzerland/Global/switzerland/fr/publications/agriculture/2011_Agriculture_Fiche_MontagneSoja.pdf)
8. Bracher, A., Möglichkeiten zur Reduktion von Ammoniakemissionen durch Fütterungsmassnahmen beim Rindvieh (Milchkuh). SHL